

## **Disperser le pouvoir : un espoir en Amérique latine**

### **Entretien avec Raúl Zibechi**

*Pablo et Annick ont interviewé l'écrivain et journaliste politique uruguayen Raúl Zibechi, lors du passage de celui-ci à Bruxelles, en janvier 2007. Nous vous présentons ici une retranscription de l'essentiel de cet entretien, qui a surtout porté sur l'analyse des mouvements sociaux en Amérique latine et sur les nouvelles formes d'organisation anti-étatique qu'ils promeuvent.*

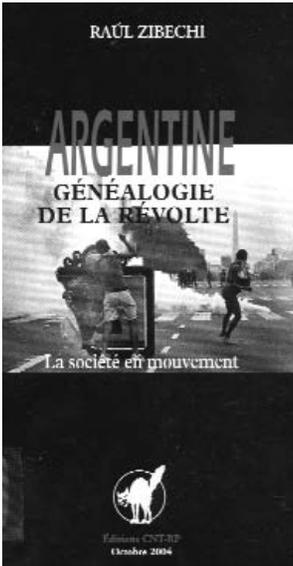
Réfractons: *Tu viens de publier le livre *Dispersar el poder*<sup>1</sup>. Peux-tu nous dire dans quels mouvements d'Amérique latine tu as observé l'intention de disperser le pouvoir ?*

*Raúl Zibechi*: Le livre porte surtout sur le mouvement insurrectionnel qu'a connu la ville d'El Alto, en Bolivie, et sur la culture aymara qui l'a nourri. Tous les mouvements sociaux ne tendent pas à disperser le pouvoir, mais dans des situations de mobilisation importante il y a des moments durant lesquels cette tendance est manifeste. Ces moments insurrectionnels sont des moments épistémologiques, qui font comprendre le non-visible, ce que la vie quotidienne recouvre le reste du temps. La dispersion du pouvoir s'y réalise de deux façons : on assiste, d'une part, à une désarticulation de la centralisation étatique, et d'autre part, ces mouvements ne créent pas de nouvel appareil bureaucratique centralisé, mais adoptent une multitude de formes d'organisation, de sorte qu'à l'intérieur les pouvoirs sont distribués à travers toute la trame organisationnelle.

*Ces mouvements peuvent-ils déboucher sur des structures permanentes, qui pourraient servir d'alternative aux structures étatiques existantes ?*

---

1. *Dispersar el poder. Los movimientos como poderes antiestatales*, Barcelona, Ediciones Tinta Limon, 2006. La traduction française devrait paraître fin octobre 2007 aux éditions Le Jouet Enragé.



Dans les moments de faible mobilisation, les structures hiérarchiques dominent; par exemple, à El Alto, il existait une organisation syndicale pyramidale, quoique contrôlée par la base. Mais au moment de l'insurrection sont apparues 500 à 600 assemblées organisées, formant autant de micro-pouvoirs. Trouver une structure organisationnelle combinant permanence et changement est le problème le plus difficile. Quand domine le changement, la structure disparaît. Dans les sociétés très dynamiques, il y a une crise permanente des organisations, car le mouvement empêche la consolidation.

À l'inverse, on constate une tendance à

l'oligarchisation, à la bureaucratisation de toutes les organisations. Sur le terrain théorique, le physicien Ilya Prigogine a analysé les structures «dissipatives» dans la nature, structures qui combinent stabilité et changement selon un équilibre toujours provisoire. Les grandes coordinations, comme la Coordinadora del agua en Bolivie, en dehors des moments insurrectionnels, ne sont plus que des noms sans réalité. À Oaxaca, l'APPO<sup>2</sup> n'est plus la même non plus que durant les six derniers mois: elle continue à exister, mais seulement comme mémoire symbolique, comme référence pour recommencer l'insurrection. Je ne connais pas de formes insurrectionnelles durables dans la pratique. Peut-être que les Conseils de Bon Gouvernement des Zapatistes constituent un bon exemple d'équilibre, mais cela reste toujours instable. Si le changement domine, c'est le chaos – ce qui n'est pas nécessairement mauvais: si les groupes disparaissent, c'est moins grave que s'ils se figent.

*Mais dans ce cas, ils ne constituent pas une alternative à l'État?*

La seule alternative que je vois est le chaos, avec une certaine stabilité.

*Le rôle des mouvements sociaux serait alors seulement de faire pression sur les États pour les améliorer, les faire évoluer, sans constituer d'alternative?*

Non, ils construisent des formes de pouvoir, mais instables. Les alternatives sont seulement provisoires, elles existent aujourd'hui, mais peut-être pas demain; ce n'est pas un problème, car elles peuvent toujours renaître. Ma formation marxiste m'a appris à penser en termes de structures; mais celle des indigènes et d'autres groupes actifs

2. Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca; cf. l'article *Détermination contre terreur au Mexique*, dans ce numéro.

conduit à penser en mouvements, non en structures fixes. Les relations doivent être d'immanence, d'intériorité. Les relations sociales sont la clé, selon moi; elles doivent être horizontales, mobiles. L'alternative non étatique est à penser comme une machine qui produit de la dispersion, comme le flux qu'ont théorisé Deleuze et Guattari. Il est vrai qu'on peut utiliser le terme « structure » en un autre sens, par exemple au sens du structuralisme; mais à cause de l'héritage marxiste, c'est un terme qui porte à confusion. Dans la culture traditionnelle aymara, la rotation du pouvoir est très importante; elle se fait sans considération pour les qualités personnelles des individus: il n'y a pas d'élection dans un marché politique comme en Occident, mais tous les membres de la communauté apprennent à gouverner à tour de rôle, pour une semaine ou dix jours. C'est une démocratie différente de l'occidentale.

*C'était précisément celle des Grecs.*

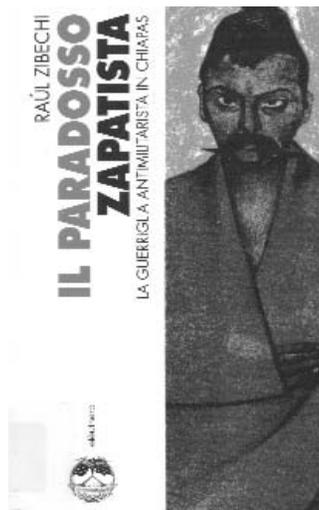
Ah, tu fais référence à Castoriadis et à la démocratie fondée sur le tirage au sort. Dans ce cas, d'accord.

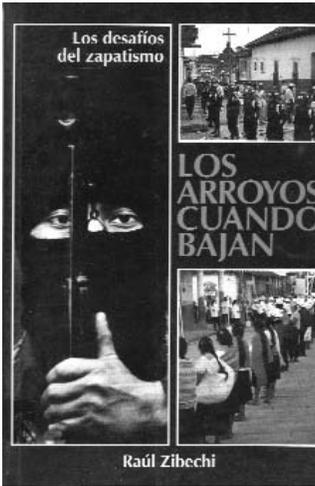
*Ici, en Europe, la tradition communautaire n'existe pas; est-ce que de telles pratiques pourraient alors venir de la théorie?*

Même en Europe, il y a des mouvements communautaires, soit historiques, comme la Commune de Paris, soit actuels comme le mouvement autour du « non » à la constitution. Celui-ci s'est formé de façon spontanée; il est tombé, mais pendant qu'il fonctionnait il s'y passait des choses intéressantes. La culture de la rotation peut se pratiquer partout; une foule de groupes la pratiquent. Bien sûr, il y a plus de conditions réunies en Amérique latine. J'en citerais quatre qui sont très favorables: l'éducation populaire, l'apport indigène, la théologie de la libération (ces trois-là formant un fond libertaire) et l'influence du militantisme guévariste. La pédagogie de Paolo Freire est très répandue dans les mouvements populaires; elle est assez proche de la notion de « maître ignorant » telle que l'a présentée Rancière; l'idée est qu'il ne faut pas enseigner à l'élève mais l'aider à exprimer ce qu'il sait déjà.

*Un gouvernement répressif est aussi une bonne condition, non?*

Les gouvernements de droite, très conservateurs et néolibéraux, favorisent les mouvements progressistes. La situation est plus difficile avec les gouvernements progressistes, qui cooptent ou subordonnent les mouvements. C'est un problème très grave en ce moment dans plusieurs pays d'Amérique latine. Au Venezuela, par exemple, l'un des





projets de Chavez est de centraliser, de subordonner la société civile ; le risque est grand que les conseils communaux deviennent des bras de l'État.

*Au Mexique, la situation semble plus avancée, notamment du côté des Zapatistes et de l'Oaxaca. Ils construisent encore maintenant de nouvelles zones autonomes, selon un processus qui semble inexorable, en créant leurs propres institutions sociales, médicales, scolaires, judiciaires. Cet exemple peut peut-être nous rendre plus optimistes ?*

Je suis très optimiste pour le Mexique, et d'ailleurs pour toute l'Amérique latine, parce que la force populaire de la communauté y est la

clé. La communauté, c'est la société contre l'État, comme disait Pierre Clastres. Toutes les luttes importantes de ces dernières années ont une base communautaire, en Bolivie, en Argentine avec les *piqueteros*<sup>3</sup>, même au Venezuela où l'on a vu la réunion de quartiers populaires très fragmentés. Dans tous ces cas, ce sont des individus qui luttent, pas des partis. Le mouvement des Sans Terre au Brésil est plus complexe, parce qu'un appareil dirigeant s'est constitué à côté des petites communautés rurales. Mais l'organisation verticale et bureaucratique ne joue pas un rôle important en Amérique latine.

*Que penses-tu de la déclaration de Marcos, qui a fait scandale dans la gauche mexicaine, selon laquelle il ne servait à rien de voter pour Lopez Obrador<sup>4</sup>, parce que l'amélioration sociale ne vient pas d'en haut mais d'en bas ?*

Marcos a critiqué un peu durement Lopez Obrador, mais je suis d'accord, et il avait raison sur le fond. Les périodes électorales sont propices au renforcement des partis et à l'affaiblissement des mouvements.

3. Les *piqueteros* doivent leur nom aux barrages routiers (piquetes) qu'ils utilisent comme moyen principal de protestation contre les ravages de l'économie néo-libérale en Argentine. Les membres de ce mouvement, principalement des chômeurs, se sont organisés, durant la crise de 2001, pour assurer leurs moyens de subsistance de manière autonome et autogérée.

4. Manuel Andres Lopez Obrador était le candidat du Parti pour la Révolution démocratique (PRD) aux élections présidentielles de juillet 2006. Sans mettre en cause le modèle économique dominant, son programme comportait davantage de protection sociale et de mesures contre la pauvreté, de sorte qu'une forte proportion de la gauche s'est mobilisée autour de lui. L'expérience montre cependant que, partout où il est au pouvoir, le PRD se montre aussi oligarchique et corrompu que les autres partis.

*Quelle stratégie vois-tu pour renforcer les mouvements ?*

Marcos a dit que la stratégie est qu'il n'y a pas de stratégie (rires). L'idée est que les gens de la base doivent définir eux-mêmes leur manière d'agir. Oaxaca est un événement très important parce que, pour la première fois, on a assisté à un mouvement de grande ampleur en milieu urbain ; jusqu'ici c'était en milieu rural.

*Peut-être aussi parce que l'APPO incluait d'autres groupes que la seule composante indigène ?*

La culture politique horizontale se diffuse effectivement dans d'autres groupes sociaux : les associations de travailleurs, de femmes, de jeunes, etc. C'est un grand espoir. En Argentine aussi, les assemblées de quartier ont très bien fonctionné, de manière démocratique, avec les classes moyennes. Dans de nombreux cas, elles ont choisi de fonctionner en dehors des partis et de maintenir leur autonomie.

*Toutes ces expériences n'ont-elles pas été instables parce qu'elles n'ont pas eu le temps de se renforcer ? Je crois que le temps est nécessaire pour consolider une expérience, et peut-être aussi la lutte armée.*

Le temps est en effet un élément fondamental pour donner consistance à ces expériences, pour maintenir vive cette forme d'horizontalité. Le thème de la lutte armée présente des difficultés et des avantages ; l'avantage est de contrôler des espaces de manière à pouvoir développer des expériences positives, mais le risque est que l'armée devienne une fin en soi (je ne fais pas référence ici aux Zapatistes mais aux guérillas comme les FARC, qui sont devenues un État dans l'État et dominant les populations). Si les gens pensent qu'une armée est nécessaire, il faut en tout cas que cet appareil soit contrôlé par la communauté. Comme le disait Castoriadis, le pouvoir de l'État est l'autonomisation du pouvoir politique, qui devient domination. Le pouvoir existe partout mais il est très différent selon qu'il est collectif ou non. Je n'imagine pas une société sans pouvoir, mais il faut distinguer « pouvoir sur » et « pouvoir de faire quelque chose » : un groupe de dix personnes qui décide de faire quelque chose, c'est un pouvoir, mais pas un pouvoir étatique. S'il y a une grande quantité de pouvoirs, aucun ne peut devenir le pouvoir. Pierre Clastres a apporté quelque chose de très important en étudiant les chefs amérindiens qui sont sans pouvoir, qui ne peuvent rien décider sans l'avis du collectif. Les Aymaras disent que le pouvoir est un service, pas un privilège.





*Que faire dans les pays où il y a très peu de mouvements, et pas de communauté d'où peut surgir une alternative?*

La société civile est faible dans les États forts, parce qu'ils tuent tout; c'est aussi le cas en Uruguay.

*Donc il faut affaiblir l'État?*

Évidemment! Il faut toujours affaiblir l'État! Le centralisme étatique n'est jamais bon. Mais il faut bien réfléchir à la manière: la III<sup>e</sup> Internationale avait pour objectif d'attaquer l'État frontalement, tandis qu'actuellement il semble plus efficace de fuir l'État, d'en sortir, de faire autre chose, même si c'est difficile.

**Propos retranscrits et traduits par**

**Annick Stevens**